

Décodage Asile

Où loger plus de migrants

Cent trente et un requérants d'asile mineurs ont déménagé dans un nouveau foyer. Quid des adultes?

Laure Gabus

Pendant que les uns déballent leurs cartons, remplissent leurs armoires, testent leur matelas en mousse et le Wi-Fi, les autres essaient la cuisine et font le tour du propriétaire. Ali est déçu et en colère. «C'est une prison, s'indigne l'Afghan de 17 ans en désignant les grilles encerclant son nouveau foyer et l'entrée gardée par des agents de sécurité privée. On ne peut pas sortir après 22 h, les supermarchés sont éloignés, on est juste à côté de l'autoroute. Nous sommes des êtres humains, pas des animaux. A Saconnex, c'était peut-être sale mais on était libres. Ici, il n'y a que de la sécurité.»

Mercrèdi, 131 mineurs - 12 filles et 119 garçons - ont déménagé dans une première aile du nouveau foyer de l'Etoile, à la route des Jeunes. Depuis Noël, des familles de requérants d'asile occupent la seconde aile. A terme, tout le «village» de containers d'habitations modulables est voué à accueillir des jeunes requérants d'asile arrivés seuls en Suisse. Les éducateurs tempèrent la déception des jeunes: «Les règles sur les heures de sortie sont les mêmes que celles appliquées dans tous les foyers de mineurs», explique l'un d'eux. «Ici, tous les jeunes sont sous le même toit, ils ont de bonnes cuisines et des espaces communs. C'est un espace rien qu'à eux», poursuit son collègue.

Courant 2015, le nombre de requérants d'asile mineurs est passé de 40 à près de 190. Cette augmentation, liée à celle de l'arrivée de migrants en Europe, a posé de gros défis en termes d'hébergement et de scolarisation (lire notre édition du 12 octobre 2015 et ci-contre). «Au foyer de Saconnex, la situation était devenue vraiment très limite. Ici, ça va être un peu plus cosy», résume la responsable des lieux, Corinne Chuit.

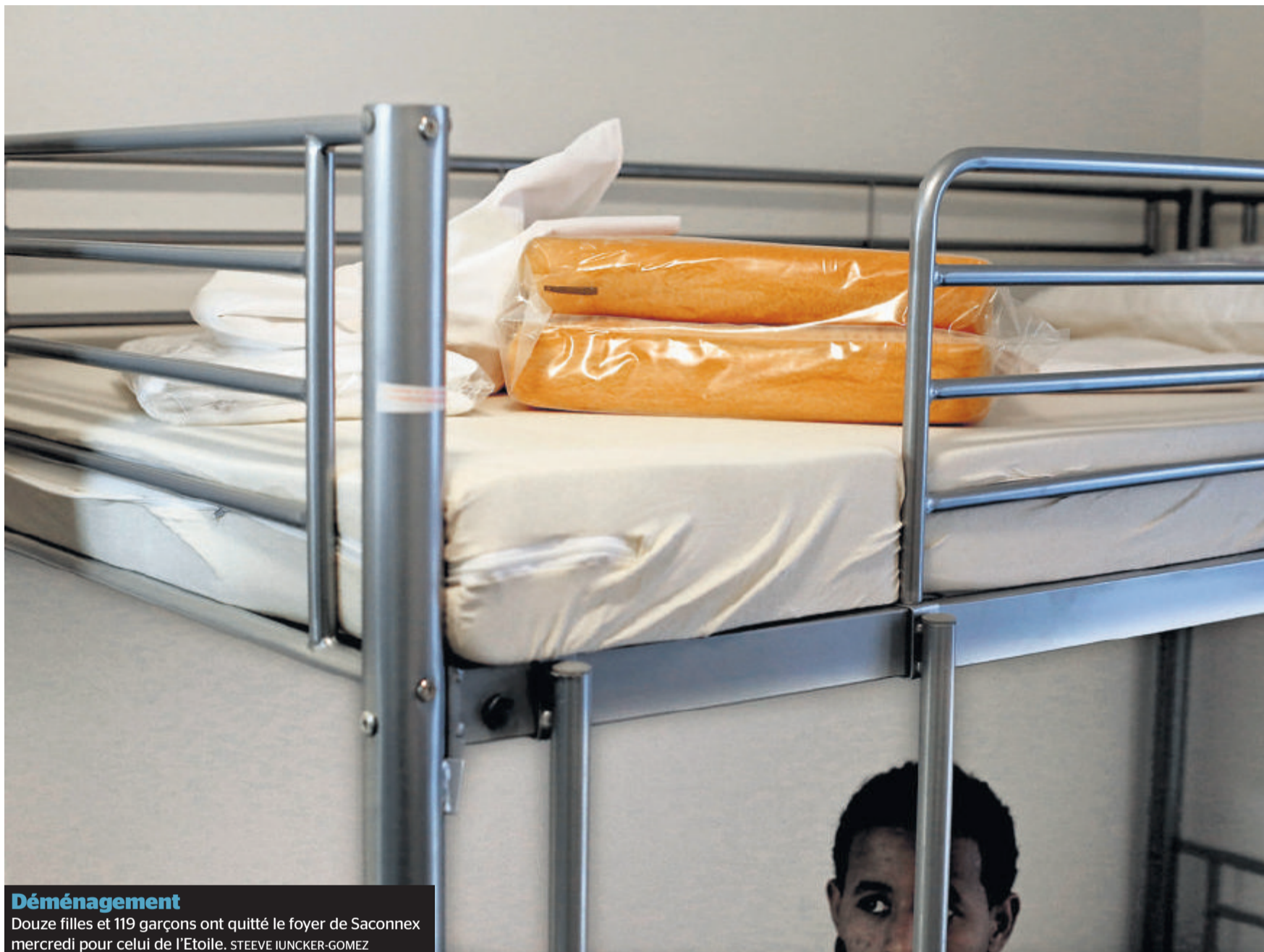
Une situation d'urgence

Le foyer de l'Etoile n'est pas idéal. «Il ne s'agit pas d'un foyer éducatif, qui serait soumis à des règles d'encadrement différentes et bien plus chères, mais d'un foyer pour requérants d'asile, réservé aux mineurs, relève Christina Kitsos, chargée des affaires migratoires au Département de l'instruction publique. On est entré dans une phase d'urgence et l'Etat a été contraint de trouver un lieu spécifique qui garantisse la sécurité des mineurs. Mais il faut rester attentif aux besoins socio-éducatifs.»

Les nouveaux locaux ont été validés par le service d'autorisation et de surveillance des lieux de placement, qui examinera les critères de prise en charge une fois la situation stabilisée. Chaque module comporte dix chambres, deux toilettes, deux douches et un réfectoire. Les jeunes seront deux «voire trois maximum» par chambre, précise Corinne Chuit. Le foyer dispose d'une salle commune et d'un petit terrain de jeu à l'extérieur. Le déménagement va de pair avec l'engagement de nouveaux travailleurs sociaux. D'ici à l'été, 21 employés à temps plein s'occuperont de 150 à 250 mineurs, selon les arrivées. Soit dix personnes de plus qu'une année auparavant.

Chaises musicales entre foyers

Avant la crise migratoire de 2015, il avait été prévu que le centre de l'Etoile accueille les habitants du foyer de Frank-Thomas, voué à la démolition dans le cadre de la construction de la Nouvelle Comédie et des travaux du CEVA. Celui-ci doit définitivement être vidé au mois de mars. «Les quelque dix familles qui y résident encore vont être déménagées au foyer de Saconnex, après un petit rafraîchissement des lieux, explique Ariane Daniel Merkelbach, directrice de l'aide aux migrants de l'Hospice général. Jusqu'à sa démolition, au



Déménagement

Douze filles et 119 garçons ont quitté le foyer de Saconnex mercredi pour celui de l'Etoile. STEVE IUNCKER-GOMEZ

Et la scolarisation?

«L'important est de ne pas les lâcher»

Les requérants d'asile mineurs ont jusqu'à la fin du mois de février pour intégrer une classe et être scolarisés à temps pour la fin de l'année scolaire. Ceux qui arriveront entre mars et juin, soit au moins 100 jeunes selon les estimations, devront attendre la rentrée scolaire pour intégrer une classe. Afin de scolariser un maximum de mineurs, le Département de l'instruction publique (DIP) a ouvert onze classes d'accueil et d'alphabétisation supplémentaires depuis la rentrée 2015 et prévoit d'en ouvrir un nombre équivalent entre ce mois de janvier et fin février.

«Il est important de scolariser les jeunes requérants au plus vite, insiste Christina Kitsos, chargée des affaires migratoires au DIP. L'école leur donne un rythme, ils y trouvent des figures d'identification et cela a un impact sur leur santé mentale et physique. Il y a là beaucoup d'enjeux sociaux et sécuritaires.»

Ce challenge relevé, Christina Kitsos réfléchit à la prise en charge des mineurs qui arriveront à Genève et ne pourront pas être scolarisés avant la rentrée. Cette dernière a mobilisé les associations de terrains, le Bureau de l'intégration des étrangers, les écoles et les milieux sociaux «dans l'idée de rassembler les partenaires, de trouver des solutions pour intégrer rapidement les adolescents dans des structures. L'important est de ne pas les lâcher et de les préparer à la rentrée scolaire.»

L.G.

mois de juin, nous garderons Frank-Thomas uniquement pour des cas spécifiques d'hommes seuls.»

Malgré l'ouverture de nouvelles structures, l'Hospice général augmente très peu son «stock» de places d'hébergement pour migrants. Au mois de mars, l'institution disposera d'une trentaine de places en plus dans une villa à Bellevue ainsi que d'un nombre équivalent pour des femmes seules dans une maison de Malagnou. En avril, le bâtiment Appia - anciennement ONU-sida - devrait ouvrir et offrir 150 places. Il accueillera exclusivement des hommes seuls actuellement logés dans des appartements de la Jonction dont le bail arrive à terme, «et des personnes hébergées en

abris PC depuis plusieurs mois ou ayant des problèmes de santé», précise Ariane Daniel Merkelbach.

Une hausse de 25% des arrivées

L'Hospice général a aujourd'hui la charge de loger 6532 personnes issues de l'asile, soit 25% de plus qu'il y a un an. Vu le contexte international, le nombre des arrivées de migrants devrait rester élevé cette année. «Nous attendons 1000 personnes supplémentaires en 2016. Pour les accueillir, nous n'avons rien d'autres que des abris PC», observe Ariane Daniel Merkelbach. En début de semaine, 606 hommes célibataires résidaient encore dans ces

foyers souterrains. Des femmes et des familles pourraient bientôt y être également logées (lire ci-dessous).

Depuis le printemps passé, un groupe de travail formé de différents acteurs de l'Etat planche sur des terrains où installer des containers modulables et provisoires comme ceux du foyer l'Etoile. «Sur les quinze parcelles étudiées au départ, quelques-unes permettront l'implantation de projets de construction qui sont sur la bonne voie et ont été soumis aux communes concernées, nous apprend Ariane Daniel Merkelbach. Mais on craint qu'il n'y ait des oppositions qui retardent les constructions. Rien ne sera prêt avant la fin de 2017, au minimum.»

Des femmes et des familles en abris PC

● Mauro Poggia, magistrat de tutelle de l'Hospice général, revient sur les défis autour du logement des migrants.

Pourquoi avoir décidé de loger les migrants mineurs au foyer de l'Etoile?

Les conditions d'hébergement et l'encadrement au foyer de Saconnex ne sont plus adéquats. Les jeunes s'intègrent plus facilement si on les accueille dans des conditions favorables.

A court terme, l'Hospice général explique ne pas avoir d'autres solutions d'hébergement que les abris PC...

Huit abris sont ouverts et nous envisageons d'en ouvrir d'autres si les arrivées se poursuivent au même rythme. Notre priorité a toujours été d'éviter d'y loger des familles, mais cela pourrait bientôt ne plus être possible. Des femmes seules, déboutées dans leur demande d'asile, pourraient aussi être hébergées dans des abris spécifiques.



Mauro Poggia
Magistrat de tutelle
de l'Hospice général

Dans certaines communes, l'ouverture d'abris PC a suscité de fortes levées de boucliers. Comment convaincre?

Nous avons activé le dispositif partiel Osiris qui nous permet de réquisitionner des abris PC dans les communes. Nous l'utilisons avec parcimonie et favorisons les séances d'information. Les réactions sont parfois très violentes. Les réfugiés sont parfois assimilés à des barbares alors que la plupart sont des gens éduqués et en majorité reconnaissants d'être en Suisse. Malgré l'afflux massif de migrants, la criminalité n'a pas augmenté à Genève.

Fermer les abris PC reste un objectif?

Notre objectif est de les fermer d'ici à la fin

de 2017. L'intégration des requérants est un grand défi qui passe aussi par le logement. Il nous faut donc trouver des alternatives aux abris PC mais tout cela prend beaucoup de temps. En parallèle, nous devons veiller à ne pas laisser penser à notre population qu'on la néglige par rapport à des nouveaux venus!

En mars dernier, vous visiez la caserne des Vernets. Allez-vous reprendre les pourparlers avec Berne?

La caserne peut loger 496 personnes, soit un tiers de nos besoins. Le 28 février, les Genevois décideront s'ils veulent des logements à cet endroit, ce qui implique que l'armée quitte le site pour Meyrin. Quand cette question sera tranchée, Genève devra revenir à la charge. Les travaux du PAV débiteront au mieux en 2018. D'ici là, vu la sous-occupation de la caserne et la possibilité de placer les militaires ailleurs, Berne devra être cohérent et responsable dans sa politique d'asile. L.G.